

## Élections présidentielles...

*Comme tous les citoyens, les salariés, les retraités, les chômeurs, nous sommes appelés à participer à l'élection présidentielle.*

*La politique, qui sera mise en œuvre, ne sera pas la même selon celui des candidats qui sera élu Président le 6 mai.*

*Autrement dit, l'élection nous appelle à faire un choix...*

## Changer de politique ?

Les institutions financières sont mondialisées et imposent leur loi à tous les états comme à la Communauté Européenne, et leur loi à l'ensemble des économies.

À leur guise, elles jouent de la libre circulation des capitaux et de la libre concurrence mondiale dans le cadre d'un système de libre échange et de spéculation, en mettant à profit la concurrence sociale, fiscale et monétaire existant entre les pays.

Ce système financier ainsi mondialisé et de libre échange a pour corollaire un endettement des états avec une politique de toujours plus d'austérité et de régression sociale.

Les effets de la politique actuelle sont : régressions sociale et économique, toujours moins pour les salariés et toujours plus de profits pour les actionnaires.

La part des salaires dans le Produit Intérieur Brut s'amenuise de plus en plus au profit du Capital.

Sans épiloguer, chacun durant ces dernières années est en mesure d'apprécier que la politique économique et sociale s'est traduite par une soumission à ces intérêts financiers, par une aggravation considérable du nombre de chômeurs, une politique d'inégalité et d'exclusion sociale et, en particulier, concernant la protection des droits à la santé, à l'éducation, etc.

Cette aggravation du chômage est l'une des causes principales de la dégradation et des déficits des comptes de la sécurité sociale et des caisses de retraite, déficit aggravé par les multiples mesures d'exemption de cotisations sociales patronales représentant des dizaines de milliards d'euros.

La couverture de la Sécurité Sociale est périodiquement amputée et transférée au profit du secteur privé, des assurances et des mutuelles pour ceux qui peuvent se les payer.

L'âge de départ à la retraite et le nombre de trimestres requis pour percevoir une retraite à taux plein ont été augmentés, au lieu de privilégier d'autres sources de financement, en taxant par exemple les revenus financiers au même titre que les salaires.

L'austérité, c'est plus de chômage et moins de recettes fiscales...

**Cette politique de démantèlement économique et de régression sociale ne saurait perdurer.**

**D**ans les branches d'activités qui sont les nôtres, c'est cette même politique qui a été poursuivie par le gouvernement :

- ▶ **Démantèlement du Code de l'industrie cinématographique,**
- ▶ **Démantèlement de l'emploi des ouvriers et techniciens : soutien à la délocalisation des tournages dans les pays à moindre coûts sociaux : en remettant en cause la réglementation du CNC qui conditionnait le bénéfice du Fonds de soutien de l'État aux producteurs à l'emploi des ouvriers et techniciens.**
- ▶ **Le soutien financier de l'État à la Production cinématographique est détourné de son objet institutionnel et mis à profit pour soutenir la délocalisation de l'emploi des ouvriers et techniciens et de nos industries techniques.**
- ▶ **Dans ce cadre, le CNC légitimise l'expatriation de l'emploi des ouvriers et techniciens résidents français sous des pavillons sociaux étrangers.**
- ▶ **Grossière ingérence du Ministère de la Culture, du Ministère du travail, du CNC, dans les négociations conventionnelles salariales et, en particulier dans la production cinématographique, désignation du Directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts et Consignations, en qualité de Médiateur pour tenter de contourner la règle « Travail égal, salaire égal » afin de remettre en cause les grilles de salaires existantes.**
- ▶ **Un seul objectif à cette politique : réduire les coûts salariaux et sociaux des ouvriers et techniciens et permettre aux producteurs de s'affranchir de la législation sociale française et de l'application de la Convention collective et des grilles de salaires minima.**

**C'est une politique de démantèlement de l'emploi, de l'identité sociale et professionnelle des ouvriers et techniciens, des Industries techniques, de l'identité culturelle et artistique du cinéma français, qui s'est poursuivie et qui a été accentuée.**

**Changer de politique ? – cela s'impose.**

**À chacun de choisir.**

**TOUS, VOTONS.**

Paris, le 12 avril 2012

Le conseil Syndical